



Novembre 2005 n°9  
 JOURNAL DE LA COORDINATION COMMUNISTE  
 Nord - Pas de Calais  
 Pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire  
<http://coordin.communiste.free.fr>



## DEBOUT ! LES DAMNES DE LA TERRE !...

Force est de constater l'échec évident du soi-disant modèle démocratique occidental. La faillite sociale du régime capitaliste est planétaire. Aux U.S.A. une catastrophe naturelle a démontré qu'une société bâtie sur les profits, le libéralisme, qui a banni les services publics n'est pas en mesure de protéger et de venir en aide à son peuple. A Ceuta et Melilla, aux portes de l'Europe le continent de la libre circulation... des capitaux, des êtres humains sont chassés comme des animaux sauvages. Pourtant ce modèle occidental s'érige le droit de dire à tous les pays du reste du monde comment ils doivent être gérés et qui doit les gouverner.

En France ce modèle a aussi échoué, la victoire du NON au référendum sur l'Europe en a été une preuve incontestable... Réaffirmons le : la majorité du peuple continue de rejeter l'idée d'une société ultra-libérale qu'on tente de nous imposer. En effet, depuis le 29 mai 2005, le combat contre ce modèle n'a pas faibli, de nombreuses luttes concrètes existent : l'importance des

manifestations du 4 octobre dernier, les luttes contre les privatisations (SNCF, les transports à Marseille...), les luttes contre les fermetures et délocalisations d'entreprises pourtant bénéficiaires, les luttes pour les droits au logement, à un véritable travail non précaire, les luttes pour l'égalité des droits pour l'immigration, ....en sont des exemples bien significatifs. Face à cela, quelles sont les réponses des institutionnels de la politique ? Le gouvernement maintient plus que jamais son cap : davantage de privilèges pour les plus riches au détriment de ceux, de plus en plus nombreux, qui trinquent (hausse de 12% des factures de gaz, forfait médical de 18 €). Les acquis sociaux volent en éclat, les budgets consacrés à l'éducation, la santé...ne font que se réduire ; chômage, précarité, appauvrissement pour les uns, augmentation des

profits et des cadeaux fiscaux pour les autres sans émouvoir grand monde chez les éléphants du PS. Côté médias, on voudrait nous faire croire à un nouveau modèle d'alternance possible : une entente convenue entre Hollande et Villepin, le premier incarnant une gauche raisonnable opposée aux irresponsables du camp du NON,

et pour le second, une droite sociale face au repoussoir que représente Sarkozy. Ce n'est d'ailleurs sûrement pas par hasard que le modèle allemand d'entente nationale entre la CDU et le SPD ait été autant mis en avant dernièrement. Quel mépris à l'égard de tous ceux qui n'acceptent pas la régression sociale sous toutes ses formes et refusent de se laisser entraîner dans une telle alternance ! Le peuple serait-il si crédule pour croire en un tel mirage ? Non ! Car il n'est plus prêt à se laisser illusionner comme à l'occasion de l'arrivée de la « gauche » au pouvoir en 1981.



**Leur constitution n'est pas passée !  
 Leur « Plan B » ne passera pas !!**

**Non !** Car il vit concrètement chaque jour les méfaits du système libéral dans tous les domaines de sa vie. **Non !** Car il sait que cette

alternance n'est qu'une mascarade pour faire perdurer le même système capitaliste.

**Face à cela la réponse des progressistes doit être claire :**

**C'est véritablement avec le système capitaliste qu'il faut rompre.** L'ensemble des mouvements de lutte, la poursuite des comités pour le NON à l'Europe libérale ont démontré et continueront à le faire dans l'avenir leurs capacités d'actions unies. Ce n'est plus au peuple de payer l'enrichissement des nantis !

**Les forces progressistes doivent résister au désespoir et au renoncement ! Elles doivent s'unir pour bâtir une véritable alternative anti-libérale et de progrès social !**

## Après le 4 octobre, la lutte ne peut que s'intensifier !

**Un million et deux cents mille salariés dans les rues le 4 octobre pour manifester leur ras le bol de la politique patronale mise en place par le gouvernement.**

Par leur présence massive dans les 150 cortèges en France, les salariés du public et du secteur privé, de la production et des services, ont fait perdre au capital des millions d'heures de travail qui représentent des millions d'euros de plus values. Malgré la tentative des médias mensonges aux ordres, de déstabiliser le mouvement en ne parlant quasiment que de la Fonction Publique, le début de la riposte a certainement sonné...

Grève unitaire qui a permis le déclenchement d'une mobilisation syndicale qui ne peut que s'intensifier. Grève unitaire contre la déréglementation et les décrets de l'été. Appel unitaire pour rappeler au gouvernement que les 100 jours De Villepin - Sarkozy de l'après 29 mai se sont terminés sans résultat autre que l'augmentation des plans de licenciements, l'accélération des privatisations, par les remises en cause des droits au chômage et des conquêtes sociales, par une vie de plus en plus chère avec un pouvoir d'achat de plus en plus bas...

Depuis quelques mois, le patronat et le gouvernement se heurtent à des mobilisations de plus en plus fortes, de plus en plus dures. Ce sont les réponses des travailleurs face à une dictature du capital de plus en plus féroce. Des grèves de plusieurs semaines pour défendre les droits sociaux acquis dans les entreprises. Des grèves de plusieurs semaines pour lutter contre les plans de licenciements. Des grèves de plusieurs semaines pour empêcher le capital de s'approprier des entreprises publiques. Des grèves de plusieurs semaines pour exiger des salaires justes et décents, des salaires égaux à qualification égale. Des grèves de Classe quand des salariés arrêtent les machines pour apporter le soutien à leurs délégués en procédures de licenciements... De la SNCM à Hawker, de Total aux tramways de Nancy et Marseille, de Hewlett Packard à Nestlé St Memet, de la Papeterie de Maresquel aux Imprimeries Nationales... les mobilisations s'intensifient un peu plus chaque jour. Dans les prochains jours, dans les prochaines semaines, des luttes vont se déclarer dans notre région : Stora Enzo à Corbehem, Française de Mécanique, Ugine Isbergues, Cristallerie d'Arques, Faurécia, Cegelec, Umicore, Education Nationale, EDF... luttes pour la défense des emplois, des droits, des acquis, des libertés, et nous devons participer et soutenir les camarades en grève comme ce fût le cas à Hawker, où tout l'interpro et pas seulement CGT, a su se mobiliser contre l'arbitraire et la tyrannie patronale.

Pas vu depuis des années, des cadres en grève manifestant au côté des ouvriers et employés en grève... les « cols blancs » menacés de perdre leurs emplois en manifestation sur fond de délocalisation et de

révision de la stratégie financière comme c'est le cas à Hewlett Packard. Pas facile, pour un cadre supérieur de participer ouvertement à la lutte et en plus de manifester sous les drapeaux rouges du Proletariat en colère... et pourtant ces exemples se multiplient et se multiplieront... Il leur est plus facile de comprendre le vote populaire pour le NON du 29 mai quand maintenant la commission européenne refuse de prendre position contre la stratégie d'un groupe milliardaire en dollars qui annonce la suppression de milliers d'emplois. Plus facile de lutter quand il y a une meilleure compréhension et que votre situation risque de changer. Changement de côté de la barricade sociale quand un gouvernement qui a toujours « chouchouté » les classes moyennes, prend des décisions contre les demandeurs d'emplois sans différence entre un cadre et un prolétaire.

Les contradictions du système capitaliste amènent une partie du salariat, jusque là préservée, à se déterminer dans une lutte de Classe, ce qui rend les actions unitaires encore plus déterminantes et plus efficaces. Il en est de même pour les organisations syndicales qui voient leur influence grandir à chaque soubresaut d'une lutte de classes qui s'aiguise après lutte. Ainsi, les marins de la SNCM ont montré la voie ; en refusant dans une lutte dure et longue les attaques du

capital contre leur outil de travail, leur lutte a fait obstacle à l'ouverture complète du capital, que des investisseurs privés croyaient gagner d'avance, et l'Etat a du reculer.

Certes, beaucoup — et les marins en premier lieu — auraient souhaité aller plus loin, empêchant totalement l'ouverture du capital de la SNCM. Il aurait été possible

de « nationaliser » davantage le conflit, qui prenait clairement une dimension exemplaire de défense d'un service public contre la privatisation, en le liant notamment avec EDF dont l'ouverture du capital allait suivre quelques jours après. De ce point de vue la direction confédérale de la CGT n'a pas été à la hauteur de la situation : alors que le conflit était clairement national, géré directement par le premier ministre, qui recevait Bernard Thibault, la direction réformiste de la CGT ne lui a pas donné la résonance nécessaire, en appelant à une

mobilisation interprofessionnelle autour de cet enjeu (et de l'enjeu d'EDF, qu'il fallait absolument lier). Pire, le numéro 2 de la CGT, JC Le Duigou (membre du groupe de collaboration de classe pro-européen « Confrontation Europe ») s'est permis d'affirmer le premier, sur le conflit SNCM, que « la CGT ne ferait plus obstacle à l'ouverture du capital à des investisseurs privés ».

En dépit de ces obstacles au sein même de l'Etat major de la première confédération syndicale — obstacles qui ne sont pas nouveaux — les travailleurs de la SNCM, par leur ténacité, leur



Le 4 octobre dans les rues de Lille



détermination (prouvée y compris par l'affaire de la réappropriation du Pascal Paoli menée par la STC), n'ont pas été défaits et ont gagné tout ce qui était possible de gagner dans le contexte actuel. La CGT de la SNCM, menée par le courageux Jean Paul Israël, a su organiser le replis stratégique quand il était temps, évitant le dépôt de bilan.

Au demeurant la combativité des marins des marins de la SNCM est contagieuse, c'est là un point important : les travailleurs de la RTM à Marseille, dans la foulée, ont entamé à leur tour un conflit dur contre la privatisation déguisée (sous couleur de « délégation du service public ») de la régie des Transports Marseillais.

Saluons la détermination de ces camarades et leurs luttes exemplaires ! Ce sont de telles luttes qui redonnent espoir et qui peuvent y compris pousser les directions syndicales à bouger davantage, pour se mettre au niveau de la combativité des masses.



## Conflit Hawker Arras

**Du 7 au 14 octobre, 450 salariés de l'entreprise Hawker d'Arras se sont relayés non pas pour exiger de meilleurs salaires alors qu'ils sont très bas (ex : 1200 € pour 17 ans d'ancienneté), non pas pour exiger des meilleures conditions de travail alors qu'elles sont difficiles (postés jour et nuit, week-end compris, sur des chaînes de production de batteries industrielles) mais pour faire obstacle au licenciement de 3 de leurs camarades de la CGT.**

La direction a mis en place une cabale pour licencier les trois syndicalistes : abandon de poste (ils étaient à leur poste de travail), refus de participer à « la mise en place des mesures impopulaires sur les 35 heures », insultes en réunion (le délégué a osé interrompre le directeur anglais pour lui rappeler qu'en France il existe un Code du Travail et qu'il doit lui aussi le respecter), « fraude » sur les heures (payées à 6€...) de Conseiller aux Prud'hommes (malgré des documents signés par le Greffe assermenté)... bref une mascarade organisée !

Devant cette situation, les salariés ont arrêté les machines et la production pour tenter de faire revenir la direction sur ces décisions arbitraires... sans effet... ils ont donc décidé de bloquer tous les accès, l'approvisionnement de l'usine et les sorties de produits finis. La direction a même tenté de les intimider « si vous bloquez les camions, j'en licencie 5 au hasard par camion », « votre grève est illégale, je vous laisse 30mn »... des menaces qui n'ont pas intimidé les grévistes qui ont jugé leur action comme de la légitime défense face à cette direction réactionnaire. Avec une campagne d'information maximum, la direction a reçu plus de 500 mails et fax de protestation, la solidarité financière a été abondante, plus de 65 bases syndicales sont venues tout au long de ce conflit qui s'est terminé le 14 octobre par un meeting de plusieurs centaines de militants organisé par la CGT régionale de la Métallurgie. Rencontre avec la direction du travail, rencontre avec la Préfecture, mobilisation maximum de l'interpro, ont fait que les camarades sont en passe d'être réintégrés après la fin de l'enquête administrative diligentée par l'inspecteur du travail.

Les travailleurs mobilisés ont su faire face à tous les obstacles qui se sont dressés devant eux. Y compris les tentatives de division dans le camp des travailleurs : Ainsi, lors du Comité d'Entreprise, malgré toutes les preuves apportées pour démontrer cette cabale patronale, les élus CGC ont osé voter pour le licenciement et les élus CFDT se sont abstenus. Faisant preuve d'un esprit revanchard, il s'agissait pour eux d'une

tactique visant à quelques mois des élections professionnelles, à éliminer des concurrents, à éliminer « le virus CGT » comme ils ont osé l'écrire dans leur tract. Aujourd'hui, ces soit-disant défenseurs des travailleurs rasent les murs et se confinent dans leur bureau syndical parce que les salariés ont compris combien ils étaient dangereux pour leur avenir, ont compris qu'ils les avaient trahis.

Ce conflit est une leçon de Classe, une leçon de fraternité et de solidarité, un exemple vivant de ce que peuvent réaliser des travailleurs déterminés à se battre pour leurs droits, une claque au patronat...

## Tout savoir sur le Contrat Nouvelle Embauche...

Dans un contexte national et international où la concurrence est exacerbée, tous les remparts de protection qu'ont érigés les travailleurs au prix de luttes courageuses constituent désormais autant d'obstacles pour les classes possédantes à la recherche de profits. Le Code du Travail est l'un de ces obstacles, dénoncé par les multiples rapports Camdessus, De Virvile, etc. et par madame Parisot, présidente du MEDEF elle-même. Un travail de réécriture est ainsi entamé afin de le « simplifier ».

Le Contrat Nouvelle Embauche (CNE) s'inscrit donc dans cette volonté de briser la protection qu'apportait notamment le CDI, norme législative. Il permettrait



officiellement de créer jusqu'à 350 000 emplois, en apportant des « souplesses » au régime du licenciement, tout en assurant des « avantages certains » pour les salariés ! Ce CNE n'est en réalité qu'un cadeau gracieusement offert aux patrons pour embaucher et licencier à moindre coût et à moindre risque. Il concerne 2,4 millions de salariés.

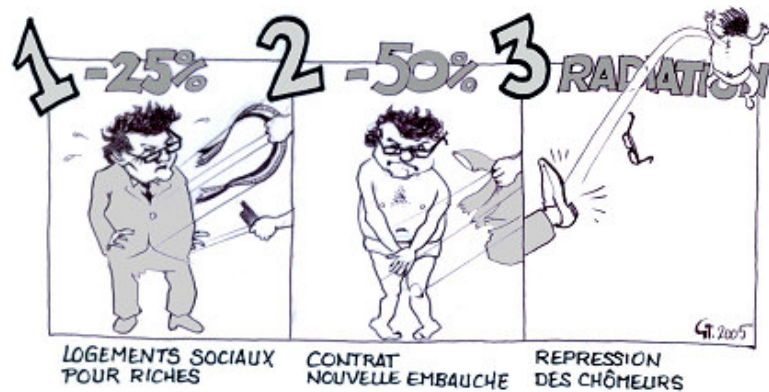
Il s'agit d'un contrat plus précaire encore que le CDD (Contrat à Durée Déterminé). Le CNE n'est ni plus ni moins qu'une période d'essai portée à deux ans, là où elle ne pouvait excéder trois mois (pour les cadres). Rappelons que la période d'essai permet au patron de rompre le contrat à tout moment et sans motif. L'employeur sera seulement tenu d'avertir le salarié qu'il compte licencier par lettre recommandée. Nul obligation d'invoquer une cause réelle et sérieuse comme dans un CDI ni même d'aller jusqu'au terme du contrat comme dans un CDD (où le contrat ne peut être rompu que pour faute grave ou cas de force majeure). C'est un contrat qui n'est ouvert pour le moment qu'aux entreprises de moins de 21 salariés ; celles qui sont justement les plus fragiles et les moins représentées en terme d'IRP (Institutions de Représentation du Personnel). Ces mesures fragiliseront donc davantage les salariés les plus fragiles : quel salarié sous CNE osera en effet contester les abus de son patron alors que celui-ci peut le licencier à tout moment sans avoir à se justifier ? Mais pour le Conseil Constitutionnel et le Conseil d'Etat, ce nouveau contrat n'est pas contraire aux principes constitutionnels ! Autant dire qu'il constitue une aubaine pour les patrons qui le préféreront au CDD et qui pourront même utiliser cette main d'œuvre vulnérable pour faire pression sur les salariés dont le statut est plus protecteur. Un droit au rabais pour certains fragilise toujours l'ensemble des salariés. Si l'intérêt de ce contrat pour les patrons est évident, qu'en est-il de ces « avantages » concédés en contrepartie aux salariés ?

- Un préavis de licenciement de deux semaines à un mois selon l'ancienneté (rien de neuf par rapport aux pratiques courantes !).
- Une indemnité de rupture égale à 8% de la somme totale brute des salaires perçus depuis le début du contrat (l'indemnité de fin de CDD s'élève à 10% ! mais le patron devra verser 2% du même montant aux ASSÉDIC afin de faciliter le reclassement du salarié qu'il a licencié !).
- Une allocation forfaitaire dont le montant mensuel avoisine celui du RMI, que l'Etat offre gracieusement au salarié licencié après avoir travaillé au plus 4 mois. (allocation versée pendant un mois).

En somme, il n'existe pas de contrepartie au CNE...

Si ce contrat constitue la mesure phare du Plan d'Urgence pour l'Emploi, elle n'est en fait qu'un jalon parmi d'autres dans la casse de l'ensemble de nos protections : Annualisation de la

durée du travail élargie à de nouvelles catégories de salariés, expulsion des moins de 26 ans du décompte des effectifs de l'entreprise (au détriment de la représentation du personnel), suppression de la contribution Delalande que versait tout patron licenciant un salarié de plus de 50 ans, réforme du régime d'indemnisation des chômeurs qui vise à les forcer



### ASSÉDIC : Petite démonstration... avec Jean Louis Borloo

d'accepter tout emploi... Tout cela dans une valse de bradage de nos entreprises publiques.

Au sommet, l'Etat, le MEDEF, les plus hautes juridictions, la Commission Européenne et le FMI applaudissent ces mesures : Telle est la réponse que le gouvernement apporte aux grandes manifestations de mars et au rejet de la constitution européenne...

### La vraie grippe du poulet, Une maladie pas d'Asie, Une pandémie bien d'ici...



Septembre 2005 : Stand de la Coordination à la Braderie de Lille



## France des colonies, France de Vichy ... non, non, rien n'a changé, tout, tout a continué !

*Chirac, Villepin et Sarkozy passent à l'action pour la plus grande satisfaction de la racaille raciste et fasciste.*

La machine gouvernementale à chasser les immigrés a atteint une dimension qui nous ramène aux plus sombres périodes de notre histoire : les rafles se succèdent à un rythme effréné à travers tout le territoire.

**Le mot « rafles » n'est pas trop fort.** Comment appeler autrement ces opérations policières qui consistent à boucler un périmètre, quadriller un quartier, soumettre les habitants et les passants à des contrôles au faciès dans le métro, les commerces, les restaurants, les cafés... et pour finir, remplir les fourgons de dizaines de sans-papiers pour les placer en rétention.

Les centres de rétention de la République, l'équivalent des camps de regroupement de l'Algérie française ou du centre de triage nazi de Drancy se remplissent. C'est à ce prix que Sarkozy parviendra aux 23 000 expulsions en 2005, contre 15 000 en 2004. Le 9 septembre dernier, le shérif démagogique et populiste interpellait les préfets en ces termes : « Sur huit mois, 56 % des objectifs ont été atteints. Il vous reste donc cinq mois pour accentuer l'effort. Plus encore qu'une obligation de moyens, c'est une obligation de résultats qui vous est fixée... »

Récemment, un fonctionnaire de la police de l'air et des frontières (PAF) était menacé pour avoir révélé l'évidence : « On expulse à tour de bras, on fait les fonds de tiroir. On va chercher tout ce qui peut traîner comme étranger en situation irrégulière. (...) Jouer avec des familles pour faire du chiffre, c'est inadmissible. »

**Expulser n'attend pas le nombre des années.** Des mesures d'expulsions à l'encontre de familles et plus particulièrement de femmes avec des enfants se multiplient. Puisqu'on place en camp de rétention même des bébés de quelques mois, tout et surtout le pire est devenu possible.

La dernière fois que des enfants ont été arrêtés par la police, mis en rétention dans des camps et envoyés à leurs bourreaux, c'était il y a plus de 60 ans. Et c'était la police de la collaboration et la gestapo qui effectuaient ces tâches, indignes d'un pays qui se dit démocratique.

Pour faire du chiffre dans la « gestion des stocks d'immigrés », le ministère de l'intérieur et le gouvernement ont entrepris une campagne d'intimidation et d'expulsion contre une population dangereuse entre toutes ! **et qui constitue une cible facile, ...les élèves.**

Il ne se passe plus une semaine sans que l'on apprenne que des lycéen(ne)s sont menacés d'expulsion ou doivent prendre la fuite pour échapper à la police. Les mineurs scolarisés sans papiers étant protégés, les petits Papon(s) de service

attendent le jour de leur majorité pour les cueillir à la porte des établissements et les mettre dans les charters, à seule fin de remplir les objectifs du plan. Même si après les multiples protestations des communautés éducatives, un délai leur est désormais accordé pour terminer l'année scolaire, la criminelle sanction n'est que reportée.

**Après les flammes des incendies en série, le nettoyage au karcher.** Etrange que les incendies meurtriers ne surviennent que dans les immeubles où vivent les immigrés d'origine africaine. A moins que les flammes et le hasard aient choisi de frapper uniquement les Noirs ! Dans toutes les colonies françaises, le corps expéditionnaire pratiquait déjà l'enfumage ou le lance-flammes pour vider les mechtas. Qui arme donc de nos jours les mains incendiaires, sinon les propos venimeux de Le Pen, l'ex-béret rouge et tortionnaire de la coloniale. En traitant - en toute liberté et sur tous les médias - les africains d'« immigrés envahisseurs », en

demandant à mots à peine voilés aux français de chasser les noirs, proférant que « la France est devenue un vaste espace ouvert à tous les vents de la criminalité, de la désespérance et de la misère ». Il pousse même à l'extrême l'animalisation de l'homme noir, en affirmant que les africains « sont le fruit empoisonné de la démagogie sociale mondialisée ». Il faut dire que le locataire de l'Elysée n'est pas en reste, alors maire de Paris, lui n'avait pas hésité, à associer la peste aux Nègres.

Deux heures après le drame du Boulevard Auriol, Monsieur Sarkozy se pointait comme un fleur et osait demander à une rescapée de l'immeuble si les victimes étaient en situation régulière. Plutôt que de tout mettre en œuvre pour restaurer ces taudis, pour reloger tout le monde, le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy désigne les travailleurs d'origine étrangère comme responsables et entend se servir de ces drames pour amplifier la chasse aux immigrés et vider les immeubles occupés. Du ministère de la police jusqu'aux organismes de gestion des immeubles brûlés, en passant par les mairies des quartiers concernés et les différents quotidiens nationaux comme locaux, il n'est pas un seul discours qui n'ait mis en cause les victimes. Certaines familles même en possession de leurs papiers et d'un travail, donc d'un salaire ne dérogent pas à l'appellation générique et avilissante de squatters. Pourtant elles s'acquittent bien d'un loyer mensuel, pour la plupart exorbitant au regard de l'insalubrité des lieux. Cette vie dans les ghettos et trous à rats infestés de cafards est bien le signe extérieur du refus de la société française de l'intégration des immigrés, qui n'ont d'autres choix que de vivre dans des conditions de sous-humanité, tout en étant utilisés comme une main d'œuvre délocalisée, corvéable à souhait.

Pire : au delà des compassions de circonstance et de façade, il est à noter que dans chaque commentaire des médias, le nombre de personnes constituant les familles des victimes est évoqué. Depuis quand devrait-on être « objet » d'humiliation ou de dénigrements divers parce qu'on a une famille avec plusieurs enfants ? La fécondité serait-elle selon que l'on est (naît) africain ou autre une source de culpabilisation ? Y en aurait-il qui aient plus de droit de faire des enfants et d'autres pas ?

*Le discours dominant raciste nous ramène aux pires moments de l'histoire des barbaries. Pour mémoire, deux rappels !*

En 1924, aux Etats-Unis, une coalition entre d'une part des médecins eugénistes et d'autre part de puissants hommes d'affaires, dont le milliardaire Rockefeller, poussait à l'adoption du « Johnson Act ». Le but ? Limiter l'immigration aux USA d'hommes et de femmes d'Europe de l'Est ou du bassin

méditerranéen, considérés comme étant inférieurs et pouvant potentiellement polluer « *The Pure American Bloodstream* ». Un bureau d'analyse eugénique devait définir les profils génétiques des nouveaux arrivants et candidats à la nationalité américaine !

En 1941, sous le gouvernement Pétain, un certain Alexis Carrel, médecin et biologiste français, lauréat du prix Nobel de médecine de 1912, créa la Fondation française pour l'étude des problèmes humains. A l'époque des grandes rafles, il envoya une équipe « Biologie de la lignée » enquêter sur la qualité « biologique » des familles d'immigrés ! En 1936, ce triste sire exprimait déjà son admiration pour l'Allemagne nazie en ces termes « *En Allemagne, le gouvernement a pris des mesures énergiques contre l'augmentation des minorités, des aliénés, des criminels. La*

### LA REPRESSION COLLECTIVE, C'EST DU TERRORISME



Rue de la « Fraternité » ! un jour de rentrée. 02.09.05, Paris XIVe

situation idéale serait que chaque individu de cette sorte soit éliminé quand il s'est montré dangereux ».

**On connaît les funestes conséquences historiques des idées de ce genre.** Le ministre de l'intérieur devrait y réfléchir à deux fois avant d'insulter les jeunes de banlieues de racaille et de gangrène. Car c'est bien lui, ses services et son gouvernement qui criminalisent de manière cynique les familles immigré(e)s en les traitant comme des chiens, des « sous-blancs » (étrangers non européens) privés du droit d'avoir des droits, des citoyens de seconde zone, des indésirables. Aujourd'hui aucune mère ne mérite d'être séparée de ses enfants, comme aucun père ne mérite des coups de matraque devant sa famille pour les déloger.

Monsieur, le tout petit ministre roquet, c'est vous et votre gouvernement qui êtes le premier organisateur du désordre dans les quartiers et les villes qui subissent la crise urbaine. C'est vous et vos propos qui déclenchent et déclencheront encore comme à Argenteuil et Clichy la colère des jeunes, des pauvres et des exclus. Vous êtes le bras droit armé de l'idéologie xénophobe qui balaie l'Europe forteresse, qui refoule aux marges de la société et pourchasse l'étranger non-européen. Votre seul credo, c'est la gestion pénale de la pauvreté, d'où votre amalgame permanente entre immigration, illégalité et criminalité.

**Avec votre arsenal de lois d'exception, vous et votre gouvernement êtes véritablement les dignes héritiers de la France de Vichy, de la France des Colonies.**

## EDUCATION : CONVERGENCES EUROPENNES

« ...le savoir est devenu un produit périssable... » Edith Cresson

**Invité par le comité local pour le NON, NICO HIRTT était à Villeneuve d'Ascq le 1<sup>er</sup> octobre.**

La stratégie de Lisbonne, définie en mars 2000 par les chefs d'état européens (Chirac et Jospin pour la France) vise à faire de l'Union européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde. » Ainsi les politiques éducatives des différents pays européens ne sont pas le fruit du hasard, ne répondent pas à d'improbables particularismes nationaux mais sont le fait d'une politique définie publiquement à Lisbonne, développée à Bruxelles et entérinée dans les capitales européennes. De cela découle, à l'échelle européenne, un certain nombre d'implications fortes et de « réformes » redoutables, particulièrement visibles en France.

Dans chaque pays de l'Union européenne les peuples subissent à marche forcée une politique de décentralisation qui vise à mettre les territoires en concurrence et à placer l'Union Européenne en situation d'affronter la concurrence au plan mondial dans les termes définis par l'Accord Général sur le Commerce et les Services (AGCS). Cette politique de décentralisation est particulièrement ressentie et combattue en France, pays fortement centralisé depuis la Révolution de 1789.

Le cadre d'une « économie de la connaissance » concurrentielle implique un glissement dans les contenus d'enseignement. Ceux-ci ne sont plus définis en terme de connaissances ou de savoirs mais en terme de compétences tandis que l'accent est mis sur « l'employabilité », néologisme qui n'a d'autre but que de saper et détruire la notion de qualification qui induit la grille des salaires.

Cela conduit à une augmentation des inégalités sociales dans l'enseignement, à une polarisation sociale de l'éducation autour de la fabrication d'écoles d'élite (le

plus souvent privées) et d'« écoles poubelles » en adéquation avec un processus de dualisation du marché du travail qui réclame, à côté d'une petite élite, une masse de travailleurs non qualifiés susceptibles de s'adapter, demain, à n'importe quel « emploi » de service.

Du coup, les états peuvent se permettre une politique de dé-financement de l'école par la diminution des moyens engagés par élève. Ainsi la part de l'éducation dans le PIB européen est-elle passée ces dernières années de 6 à 5,2 %. Tout cela se résume dans le concept d'« ouverture de l'Ecole au monde de l'entreprise » c'est à dire l'instrumentalisation de l'école au service de l'économie. Par le sponsoring, le marketing scolaire et un système d'enseignement au service des technologies d'information et de communication (TICE). C'est, par exemple, le développement des « classes pupitres » en France. Cela s'accompagne, comme dans tous les services publics, d'une tendance à la privatisation.

Ainsi, il n'y a pas de contradiction entre le discours affiché des gouvernants qui « militent pour la réussite de tous les élèves » et leur politique de désengagement. La marchandisation de l'Ecole n'est pas une simple privatisation. Si les écoles d'élite du secteur privé sont vouées à un développement rapide, le secteur public d'éducation est quant à lui voué à se mettre au service des entreprises en formant des salariés adaptables et « employables », transposables et polyvalents, en adéquation avec le marché du travail et en stimulant la demande et la production des nouvelles technologies.

En France, la réponse à la stratégie de Lisbonne est la loi Fillon. Elle vise à adapter le système d'enseignement aux exigences de l'économie, c'est à dire aux exigences des entreprises.

En cela, dictée par la Commission européenne, par la Table Ronde des Industriels (ERT), par l'OCDE, par l'UNICE et, à l'échelon national par le MEDEF, la loi Fillon est un maillon d'une politique de classe au service de la Bourgeoisie. Elle s'inscrit dans une convergence européenne qui vise à faire de l'éducation un grand marché pour le plus grand profit du capital européen en méprisant le « non » néerlandais et le « non » français du 29 mai.

[Les nouveaux maîtres de l'Ecole de Nico Hirtt, est en vente au cercle Henri Barbusse]

## CRIME A MELILLA ET CEUTA : L'EUROPE REJETEE LE 29 MAI TUE A SES FRONTIERES !

L'opinion publique a été frappée par des images cachées d'une réalité pourtant quotidienne aux frontières de l'Europe de Schengen. Des Noirs africains

qui se sont rués sur la double rangée de barbelés de plus de 3 mètres de haut de Melilla et Ceuta, possessions coloniales es-pagnoles en terre africaine du Maroc, ont été abattus comme des lapins par les policiers espagnols et marocains. Les survivants ont été convoyés et lâchés dans le désert. Des dizaines de morts tout de suite suivis d'expulsions massives.

### L'Europe de Schengen pille l'Afrique

Les principales causes de cet exode des paysans d'Afrique vers les pays industrialisés d'Europe sont :

- le pillage des matières premières minières et agricoles et la surexploitation d'une main-d'œuvre africaine sous-payée par les Multinationales Européennes,
- les guerres manipulées et alimentées par les marchands d'armes du complexe militaro-industriel de l'Union Européenne et des USA au Soudan, dans les Grands Lacs



qui ont causé déjà 4 millions de morts au Congo, au Libéria, en Sierra Léone et plus récemment en Côte d'Ivoire, etc.

- les « *Katrina* » économiques et sociaux causés par les plans d'ajustement structurel (politiques libérales qui privatisent tout) imposés par le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, les IFI, l'OMC dans les pays africains qui échappent pour l'instant à la guerre,

- la famine, les pandémies, le sida, le paludisme, la tuberculose, le choléra, etc., qui se répandent dans le sillage des politiques libérales imposées par les Multinationales, les entreprises occidentales, les Etats de l'U.E. et les USA aux pays et peuples du Sud, notamment d'Afrique,

- les bourgeoisies et élites locales mafieuses et apatrides qui participent comme sous-traitants à la spoliation orchestrée par les prédateurs impérialistes que sont les puissances ex-colonisatrices,

- les dictatures militaires, civiles ou ethniques (bourgeoisies compradores) soutenues par les « démocraties » occidentales européennes et états-unienne qui continuent de sévir sur les populations et organisent des successions monarchistes comme au Togo,

- le monopole médiatique et culturel de l'U.E. sur les moyens d'information (télé, radio) en Afrique qui fabrique l'image d'un « eldorado européen » fonctionnant comme un leurre, qui désinforme les populations d'ici sur les rapports néo-coloniaux et cache aux populations africaines la réalité interne d'une exploitation et d'une misère grandissante.

Des Etats mercenaires au service de la fermeture des frontières de l'espace *Schengen*.

Les Etats semi-coloniaux du Maroc, de la Lybie sont des Etats mercenaires au service de l'Europe barbelée. Il en est de même de plusieurs autres Etats semi-coloniaux d'Afrique noire. Sarkozy et ses homologues européens les chargent moyennant des sous de traquer, matraquer et renvoyer les candidats à l'émigration, mais aussi de transformer leur pays en de véritables « Sangatte à ciel ouvert », dépotoirs où sont parqués les travailleurs immigrés en voie d'expulsion. Il s'agit d'édifier une « ligne Maginot » formée des pays d'Afrique du Nord contre l'exode provoqué par le pillage impérialiste du continent africain. Mis à part l'exemplaire résistance de Mugabe, les larbins africains au pouvoir, blancs et noirs soumis au diktat occidental contre leur propre peuple déjà, collaborent comme par le passé à la vieille stratégie coloniale du « *diviser pour mieux dominer* ». C'est d'ailleurs cela que consacrait clairement le projet de constitution européenne. En effet la « *politique commune* » en matière d'asile, d'immigration a pour objectif le contrôle strict des « *flux migratoires* ». Le traité constitutionnel européen utilise des notions comptables comme « *gestion efficace des flux migratoires... prévention de l'immigration illégale* ». Pour ce faire, le traité met en place « *un comité afin d'assurer à l'intérieur de l'Union la promotion et le renforcement de la coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure* » (article III-261). Le droit d'asile et l'immigration posent la question de la « *sécurité intérieure* » et relève donc de la police. C'est ainsi que le traité prévoit le « *partenariat et la coopération avec des pays tiers pour gérer les flux de personnes demandant l'asile ou une protection subsidiaire ou temporaire* » (article III-266). A l'instar de la remise en cause des conquêtes sociales de la génération précédente des travailleurs dans les pays européens, tous les acquis et attributs de la souveraineté nationale conquis dans la période où existait l'URSS ont été liquidés par l'offensive libérale.

Les pays africains subissent aujourd'hui une véritable re-colonisation parfois directe comme en Côte

A l'occasion de la manifestation lilloise des Indigènes de la République 59/62 et du CSP59 pour commémorer le 17 octobre 1961 et rendre hommage aux Algériens, noyés ce jour-là dans la Seine par la police de Papon, la rue **Faidherbe** (lillois, général colonialiste du 19ème siècle) a été rebaptisée.

d'Ivoire avec l'occupation militaire française ou indirecte avec les diktats des plans d'ajustement structurel des institutions de *Bretton Woods* qui ont privatisé, détruit les secteurs publics, l'école, la santé et ruiné les paysans.

**Le marché du travail organise la précarité massive des travailleurs.**

Après guerre, l'Europe s'est reconstruite en faisant appel à une main-d'œuvre immigrée massive provenant de ses colonies africaines. Une fois les indépendances formelles obtenues, les Etats africains ont continué à fournir -à la demande- les travailleurs immigrés dont les économies européennes en pleine croissance avaient besoin. Les travailleurs immigrés, O.S. peu ou pas qualifiés constituaient ainsi une main-d'œuvre sous-payée à l'instar de celle des pays où se délocalisent actuellement les entreprises qui ont encore besoin de beaucoup de salariés peu ou pas qualifiés. Les prix toujours à la baisse des matières premières pillées d'Afrique et des pays du Sud, plus une telle main-d'œuvre taillable et corvéable à merci permirent des marges bénéficiaires importantes aux actionnaires milliardaires des monopoles capitalistes... Mais la *loi de la baisse tendancielle du taux de profit* et la concurrence sur fond de crise structurelle du capitalisme entraînent des restructurations en terme de robotisation des entreprises. Le chômage de masse, les délocalisations et le travail clandestin deviennent des outils de régulation et d'internationalisation du marché du travail.

C'est ainsi que le marché du travail met progressivement en présence : secteur public de plus en plus marchandisé, privatisé, secteur privé fortement soumis à la précarisation massive de travailleurs légaux français ou immigrés et secteur de l'économie souterraine pour les activités non délocalisables et qui permettent aux patrons d'échapper au fisc comme le bâtiment, l'hôtellerie, la restauration, le gardiennage, l'agriculture. Cette évolution du marché du travail des pays riches d'Europe nécessite la présence d'une main d'œuvre niée dans son droit à l'existence légale à l'intérieur des frontières européennes : ce sont les Sans Papiers.

**Pour la liberté de circulation et la régularisation de tous les Sans Papiers**

Telles sont les revendications pour la mobilisation ouvrière, populaire et démocratique et le soutien aux luttes et résistances anti-impérialistes des peuples opprimés. La liberté de circulation, c'est la reconnaissance que l'oppression impérialiste des peuples d'Afrique et du Sud à travers la liberté de circulation des capitaux et des marchandises engendre une paupérisation des populations, notamment des paysans, un exode rural et une émigration. **La régularisation de tous les Sans Papiers, c'est le refus de la division, le rejet de l'inégalité et l'exigence de l'unité de classe au sein du monde du travail, condition des luttes victorieuses.**

**Résultats des législatives allemandes : Poussée ouvrière antilibérale**

Le 18 septembre dernier, les électeurs allemands se sont rendus aux urnes, pour le renouvellement du Bundestag et le renouvellement du chef du gouvernement, la pratique institutionnelle en Allemagne voulant que le leader du parti qui obtient le plus de députés soit chargé de former le gouvernement. L'enjeu pour le gouvernement sortant social-



démocrate Gerhard Schröder ? Un nouveau mandat évidemment et la reconduction de la coalition au pouvoir SPD/Verts.

C'était sans compter sur la contestation populaire face aux réformes libérales impulsées par Schröder et son équipe, réformes qui – là comme en France, comme partout - attaquent durement les travailleurs pour « améliorer la compétitivité » des grands groupes capitalistes. Le combat commun patronat allemand/gouvernement social-démocrate contre le « coût du travail » a fait reculer fortement le pouvoir d'achat des travailleurs avec de plus l'effet des chantages à l'emploi des grands groupes qui menacent de délocaliser ou de fermer certains sites de production s'ils n'obtiennent pas un allongement du temps de travail sans compensation salariale, voire avec une perte de revenu pour les travailleurs. Les chômeurs, eux, ont été directement visés par la réforme *Hartz IV*: cette réforme place les chômeurs sous surveillance renforcée, les obligeant à accepter n'importe quelle offre sous peine de perdre leurs droits à indemnisation. Elle a suscité une réaction de masse en 2004, débouchant sur les « manifestations du lundi », inédites par leur ampleur, qui au-delà de la réforme *Hartz IV* remettaient en cause l'ensemble de la politique anti-sociale du gouvernement SPD/Verts.

Le SPD obtient son plus mauvais score depuis 50 ans. Il perd 4,2 points par rapport aux dernières élections. Et cela ne profite pas à la droite (la CDU), qui perd également 3,3 points, et à celle à qui les médias annonçaient une victoire brillante, Angela Merkel. Les Verts, quant à eux, ne profitent pas de la déroute du SPD, auquel ils étaient associés au gouvernement, puisqu'ils régressent légèrement (-0,4 points). Certes les deux grands partis, avec respectivement 34,3 % et 35,2%, totalisent encore 70% de l'électorat, mais c'est bien moins que les 90% qu'ils totalisaient dans les années 70-80, avant l'émergence des Verts. Surtout, cette crise du bipartisme libéral-social et social-libéral, profite clairement à une force située à gauche du parti-social-démocrate : la *Linkspartei* (« Parti de gauche ») qui obtient 8,7% des voix et entre en force au Bundestag avec 54 députés.

Le *Linkspartei* est en fait une alliance électorale, née quelques mois avant ces élections, alliance entre le PDS (parti né de la transformation majoritaire de l'ancien parti communiste de RDA) et la WASG (« Alternative électorale pour le travail et la justice sociale », créée en début d'année 2005 par des dissidents de gauche du SPD, des syndicalistes et des altermondialistes). Lors des précédentes législatives, le PDS seul obtenait 4%. Il s'agit donc d'une évolution significative, en particulier à l'Ouest du pays, où le PDS n'a jamais réellement réussi à s'implanter. Des sondages ont montré plus précisément la physionomie de ceux qui avaient voté pour le *Linkspartei* : ainsi, 12% des ouvriers ont voté pour cette coalition et même 20% des chômeurs.

Bien sûr, et même si les communistes allemands ont soutenu électoralement le *Linkspartei* (voire, pour certains d'entre eux, ont été candidats sur ses listes), cette coalition ou futur parti n'est qu'une opposition limitée au capitalisme. Pour dire nettement les choses : il s'agit non pas d'une opposition visant à remettre en cause la nature même du système social capitaliste, mais d'une opposition à la gestion libérale du système capitaliste, avec donc des illusions sur la possibilité d'un « bon capitalisme ».

Cette poussée du *Linkspartei* participe en fait – y compris avec ses propres contradictions – au mouvement de contestation des dogmes libéraux. En ce sens il y a un lien entre ces législatives allemandes et la victoire du Non au Référendum du 29 mai. Dans les deux cas, il y a un large mouvement de masse anti-libéral, un mouvement qui replace la classe ouvrière à l'offensive, une offensive qui ne vise certes pas la racine du système capitaliste (nous n'en sommes pas encore là !) mais qui permet de redresser la tête face aux politiques libérales mises en œuvre par les états majors politiques du système : la droite et la « gauche » social-démocrate réunis. Dans les deux cas, on assiste à un processus de différenciation au sein de la social-démocratie, processus qui est le reflet au sein des partis sociaux-démocrates du mouvement de contestation des masses travailleuses de la politique libérale.



Schmerkel, le Sarkhollande allemand

Face à cette montée de la contestation du libéralisme, étape vers la contestation du capitalisme lui-même, le système se serre les coudes : en Allemagne, CDU et SPD vont finalement régner ensemble. En effet, après un mois de tractations (SPD et CDU étant quasiment à égalité en voix et en sièges), c'est Angela Merkel qui est annoncée pour prendre les rênes d'une « grande Koalition », chacun des deux grands partis obtenant 8 postes ministériels.

Que le SPD soit prêt à gouverner avec la droite allemande ne peut surprendre que ceux qui n'ont pas prêté attention à la politique réelle du gouvernement Schröder. Au demeurant en France, certains leaders du PS seraient prêts également à construire une « majorité d'idées » avec l'UDF (Strauss-Kahn par exemple). Certes ils ne le feront que s'ils n'ont pas d'autre solution, car une telle solution peut offrir un espace politique à une contestation de gauche. L'objectif de la social-démocratie reste toujours d'éviter que la contestation ne déborde des limites du système et donc, pour la canaliser, de se placer en leader de la gauche. Ce grand écart leur est de plus en plus difficile parce que la crise du système capitaliste qui se paie sur le dos des travailleurs renforce la combativité de ses derniers qui, en s'en prenant aux conséquences des politiques libérales (contre les privatisations, contre la réduction des services publics...) s'en prennent également à ceux qui en sont ou en ont été les agents.

Evidemment tout est question de rapport de force, entre d'une part les sociaux-démocrates libéraux qui cherchent à se placer à la tête des masses pour mieux dévoyer leur combat et faire se perpétuer l'alternance sans alternative entre libéralisme-social et social-libéralisme, et d'autre part les militants anti-libéraux, dont les communistes constituent l'aile la plus déterminée. En ce sens, la campagne du 29 mai en France a été un puissant accélérateur de cette bataille, permettant d'affaiblir – au moins momentanément – les sociaux-libéraux qui s'étaient regroupés derrière le « Oui de gauche ». Mais la bataille est loin d'être finie, y compris parce que – tout comme en Allemagne – le camp anti-libéral reste très divers et travaillé par forces réformistes.

Sachons toutefois, dans le contexte actuel de toute puissance du capital, apprécier la portée des ces forces antilibérales qui se sont levées, hier en France et aux Pays-Bas autour de la campagne référendaire, hier en Allemagne dans le mouvement social contre la réforme *Hartz IV* avec sa traduction aujourd'hui (même déformée) dans la poussée électorale du *Linkspartei*.

## 25 Août : Un vent meurtrier lève le voile sur l'American Way of Life

Un cyclone, même modéré, peut faire des milliers de morts à la Nouvelle-Orléans, du fait de l'insuffisance, de la vétusté des digues du lac Pontchartrain, et par l'absence de tout plan d'évacuation pour la région. Un « Big One », qui inonderait 80% de la ville et ferait selon la Croix Rouge de 25 000 à 100 000 victimes, égale à coup sûr le « Big One » californien (séisme majeur) dans le palmarès des plus grandes menaces pesant sur les Etats-Unis...



C'est le bilan d'une enquête d'experts publiée dans le journal



local (*Picayune-Times*) en juin 2002 ! Ce scénario fut à peu près celui du cyclone **Katrina** le 25 août dernier, près de trois ans plus tard...

Des milliers de morts, au moins 200 000 sans-logis, plus de 100 000 réfugiés qui n'ont pu quitter les lieux faute d'argent et se sont retrouvés livrés à eux-mêmes, sans eau ni nourriture, au milieu des cadavres de leurs proches pourrissant dans l'eau des jours durant. Ceux qui ont eu la chance de partir avant la catastrophe ne seront pas pris en charge, n'ayant nulle part où aller, tandis que les victimes restées sur place se retrouveront après une semaine d'abandon total, dans un « superdrome » progressivement couvert d'excréments, en proie à une quasi-famine, dans un climat de pagaille qui déshonorerait le moins avancé des pays du tiers-monde.

Un journaliste du *Los Angeles Times* déclarait le 2 septembre n'avoir vu que quatre blancs sur les 23 000 personnes entassées dans ce camp. La catastrophe a révélé au monde entier non seulement l'extrême pauvreté du prolétariat américain, mais aussi ce véritable apartheid social, géographique qui accable la population noire dans ce pays « champion de la discrimination positive ». A la Nouvelle Orléans, 25% des habitants, 44% des enfants vivent sous le seuil de pauvreté. Les noirs gagnent à peine comme partout ailleurs aux USA, statistiquement trois fois moins que les blancs (recensement 2000). Pour eux l'*American Dream* est un cauchemar fait d'exploitation, de racisme et de misère...

Où sont passés les 3 700 membres de la Garde Nationale de Louisiane et tout son matériel logistique ? Où est passée l'armée ? Elle est au « travail », en Irak ! Où sont les services publics ? Privatisés ! Où sont les structures d'assistance ? Démantelées ! Déréglementées ! « *Quelle est la réaction de la classe dirigeante ? Le président Bush promet de faire un don à la Croix Rouge et propose que Bush père et Bill Clinton dirigent une collecte de fonds destinée à soulager les victimes. Une collecte de fonds ? Ces gens trouvent en un jour des milliards de dollars pour occuper l'Irak mais ils en appellent à la charité lorsqu'il s'agit de secourir des milliers d'américains pauvres* » déclare le camarade John Peterson du journal américain *Socialist Appeal*.

Flanqué de ses illustres prédécesseurs Bush père et Clinton, tueurs et affameurs d'irakiens, ce président qui excelle dans la culpabilisation permanente de la misère et des « assistés » a l'audace d'invoquer la charité chrétienne !

C'est sans doute par charité que sa police pratiquait le « *shoot to kill* » sur les réfugiés affamés qui s'approvisionnaient dans les supermarchés dévastés de la ville, que les autorités ont commencé le « nettoyage de la ville » en transformant la gare en prison de transit pour les « pillards ». C'est sans doute par charité que le maire de la Nouvelle-Orléans licenciait 3000 employés municipaux pour « faire des économies » destinées à la reconstruction le 5 octobre dernier.

Décidément la « solidarité » US se manifeste plus volontiers sous forme de « plans Marshall » juteux pour les tsunamis en régions géostratégiques ! Une charité toujours « rendue au centuple » d'ailleurs : dès septembre, le groupe *Halliburton* (Joe Allbaugh, du clan Bush-Cheney) qui a déjà gagné 9 milliards de dollars en Irak, obtient de l'Etat un contrat de 29,8 millions de dollars pour reconstruire la région sinistrée...

On pourrait accuser la fatalité, le hasard... même si tout le monde sait que cette région est coutumière de ce genre de catastrophes naturelles (Caraïbes, Floride, Mexique). Le hasard, oui, dans une certaine mesure ; celui de la roulette russe que la bourgeoisie américaine met de force sur la tempe de son « tiers monde » national...

Quelle est donc cette société qui n'accorde à ses travailleurs, à ses pauvres, ni sécurité ni assistance, qui utilise les impôts pour sa sale guerre du pétrole et protège encore sur son sol la propriété privée à coups de revolver contre ceux qui ont faim ? Est-ce « le meilleur des mondes possibles » sur lequel ironisait Voltaire après le séisme qui détruisit Lisbonne ? **Heureusement non ! Cette société qui n'a que trop duré porte un nom : la société capitaliste.**

## **KATRINA : LA QUESTION NATIONALE NOIRE, CHICANOS et L'INTERNATIONALE COMMUNISTE**

« *Un jeune noir dans l'eau après avoir volé une épicerie* », « *deux blancs se frayent un chemin dans l'eau après avoir trouvé de quoi se nourrir dans une épicerie* », « *Le plus terrible dans cette catastrophe ; ils vont devoir rester s'installer* » à Houston au Texas. Voilà des commentaires de la presse états-unienne après le passage de Katrina sur une ville où 35% des noirs n'avaient pas de voiture contre 15% de blancs pour fuir l'ouragan et 30% de la population vivaient sous le seuil de pauvreté. S'ils sont 12% de la population totale des USA, les noirs constituent environ 50% de la population de la *Black Belt* (Etats de Virginie, de Caroline du nord et du sud, de Georgie, de l'Alabama, du Mississippi, de la Louisiane, de l'Arkansas, du Missouri).

Dès le 26 octobre 1928, la 3<sup>ème</sup> **Internationale Communiste** adoptait une résolution qui constatait que « *la population noire (86%) vit dans les Etats du Sud, de ce pourcentage 74% vivent dans les districts ruraux ... Environ la moitié des résidents ruraux vivent dans la dénommée 'Black Belt' où ils constituent plus de 50% de la population globale... sur la base de ces vestiges d'esclavage s'est développée une superstructure d'inégalité sociale et politique qui se manifeste par le lynchage, la ségrégation, le 'jim-crowisme', etc.* » (Résolution de l'IC, 26 octobre 1928). L'IC demandait au Parti Communiste des USA de soutenir « *la lutte pour le droit à l'autodétermination des noirs dans la Black Belt* » à partir des trois exigences suivantes : « *a) Confiscation des terres des propriétaires fonciers et capitalistes blancs au profit des fermiers noirs, b) Etablissement d'un Etat unifié de la Black Belt, c) Droit à l'autodétermination, droit complet et sans limites de la majorité noire à exercer l'autorité gouvernementale sur l'ensemble du territoire de la Black Belt, de même qu'à décider des relations entre leur territoire et les autres nations, en particuliers les USA* » (idem).

Après le « *choc des civilisations* », dans lequel il prédisait, tout en le préconisant, un affrontement entre les civilisations chrétienne et musulmane, le professeur de l'Université Harvard, Samuel P. Huntington, est revenu récemment à la charge avec « *Qui sommes-nous ? Identité nationale et choc des cultures* » dans lequel il explique que le choc des civilisations existe à l'intérieur même des

États-Unis. L'identité états-unienne, ce sont trois éléments : « *race blanche, langue anglophone, religion protestante* ». L'absorption du Nouveau Mexique après une guerre victorieuse contre le Mexique, l'émigration mexicaine et sa fécondité de 3% contre 1,8% pour les « *white* » menacent dorénavant les USA : « *L'immigration mexicaine, s'inquiète Huntington, mène actuellement à une reconquête démographique de territoires que les Américains avaient enlevés au Mexique par la force* » (guerre entre le Mexique et les Etats-Unis, 1846-1848). Tout comme la crainte séculaire de l'impérialisme états-unien d'un « *Québec noir* » pour les noirs majoritaires dans la *Black Belt*, Huntington craint maintenant la formation d'un « *Québec hispanophone* » dans le sud-ouest états-unien. 10 des 12 villes importantes situées du côté états-unien de la frontière mexicaine, précise Huntington, sont hispaniques à plus de 75 % (6 d'entre elles le sont à plus de 90 %).

Mais le plus grave, déplore Huntington, c'est que les mexicains ne veulent pas devenir Américains ! La preuve : entre 66 % et 85 % d'entre eux insistent sur la nécessité pour leurs enfants de parler couramment l'espagnol.

Les questions nationales noire et chicanos sans oublier les minorités indiennes confinées dans les « *réserves* » sont un ferment d'importance majeure dans la lutte pour la révolution socialiste aux Etats Unis. **KATRINA MET AU GOUT DU JOUR LA REVENDICATION DU DROIT A L'INDEPENDANCE DE LA BLACK BELT ET DU NOUVEAU MEXIQUE.**

L'impérialisme états-unien a deux piliers internes qu'il faut scier par les luttes pour le vaincre : l'exploitation de classe et la triple oppression nationale noire, chicanos et indienne. Le capitalisme impérialiste états-unien s'est construit historiquement sur LE GENOCIDE DES INDIENS, L'ESCLAVAGE DES NOIRS et poursuit aujourd'hui sa tradition criminogène par les guerres de RE-COLONISATION NOTAMMENT DES ARABES. **C'est l'unité et la solidarité entre ces différents fronts qui permettront de renverser le pouvoir bourgeois impérialiste yankee.**



## **CUBA : Une lutte organisée contre les catastrophes naturelles.**

**«Les poulets cubains sont mieux traités que les noirs de la ville de New Orleans, en grande partie détruite par l'ouragan Katrina. A Cuba, quand un ouragan arrive, on évacue les gens et les poulets»** HUGO CHAVEZ, président du Vénézuéla.

On se souvient des ouragans sur les Antilles survenus ce début d'année 2005, à propos desquels les médias occidentaux tournaient en dérision les interventions de Fidel Castro. Ils ironisaient sur les capacités du commandant en chef de la Révolution Cubaine à maîtriser la météorologie des Caraïbes. Bizarrement depuis l'ouragan *Katrina*, les critiques concernant les mesures préventives des cubains contre les effets des cyclones ont disparu des journaux télévisés.

**Certains médias sont obligés de reconnaître que Cuba, qui subit quasiment tous les ouragans des Caraïbes sur la totalité de son territoire ou en partie, a mis en place un système de protection de sa population très efficace pour ce petit pays du tiers monde, système que le plus grand pays développé du monde, à savoir les USA, n'a pas jugé utile de mettre en place.**

Laissons parler *Lucia Newman* reporter de la chaîne états-unienne CNN qui était sur place à *La Havane* : « *Cuba est l'île la plus grande et la plus peuplée des Caraïbes et pourtant elle connaît constamment le taux de mortalité le plus bas durant les saisons d'ouragans. Selon les Nations Unies ce n'est pas parce que les cubains sont chanceux mais parce qu'ils sont préparés. (...) Presque 2 millions de personnes ont été évacuées des zones inondables et des habitats fragiles avant l'arrivée de l'ouragan. Personne ne fut tué. Les préparations contre les ouragans commencent très en avance. Le même système qui donne à l'état communiste le contrôle total de la politique et de l'économie est utilisé avec efficacité pour mobiliser la nation à être confrontée aux catastrophes naturelles. L'état dirige la télévision et les responsables de la défense civile bombardent la population d'informations et d'instructions sur quelles mesures prendre. Dans chaque bloc d'immeuble, une personne est assignée à la tâche de recenser qui est évacué vers quel abri, avec une attention spéciale pour les personnes âgées et les femmes enceintes. « Nous avons une liste et nous disons à chaque personne où elle doit aller, et là-bas elle est prise en charge » explique Lucia Perez. Dans le village de pêcheurs de la Coloma, qui est particulièrement exposé en cas d'inondations dues à l'ouragan, une évacuation massive a été obligatoire. La police et l'armée avaient la responsabilité de garantir qu'il n'y ait pas de pillage. L'électricité est coupée avant l'arrivée de l'ouragan pour éviter les électrocutions. Après le passage de l'ouragan Ivan, le village côtier de Las Canas ressemblait à une ville fantôme. Ses habitants avaient évacué les lieux des jours avant. Mais alors que beaucoup ont perdu la plupart de leurs biens, au moins personne n'a eu à pleurer la perte d'un être cher. »*

L'état socialiste cubain ne se contente pas de préserver sa population ; il a été l'un des premiers pays à proposer son aide aux victimes de l'ouragan *Katrina* par l'envoi de 1100 médecins cubains prêts à débarquer sur place dans les 24 heures. La proposition a été ignorée par le gouvernement Bush. Quelques jours plus tard, lors de la remise du diplôme aux étudiants en médecine cubains, a été révélée la création d'une brigade permanente qui pourrait intervenir dans tous les pays touchés par des ouragans, des inondations ou des séismes. Cette brigade a reçu le nom de '*Brigade Henry Reeve*' du nom d'un américain qui avait combattu aux côtés des indépendantistes cubains durant la première guerre de libération contre les troupes coloniales espagnoles. Depuis *Katrina* fin août, Cuba a fait face efficacement au cyclone *Rita* : 230 000 personnes ont été évacuées sous la direction de l'état major de la défense civile(D.C), sans faire de victimes.

La région a de nouveau été frappée par un ouragan début octobre. Les pluies intenses qui accompagnent l'ouragan *Stan* ont provoqué



La brigade cubaine « Henry Reeve » sur le pied de guerre (septembre 2005).

au Guatemala de grosses inondations et des glissements de terrain; on dénombre 600 morts et 2000 personnes sont portées disparues. 200 cubains du contingent médical *Henry Reeve* spécialiste des situations de désastre sont arrivés pour aider les sinistrés guatémaltèques. Le même ouragan *Stan* a laissé au Mexique une vingtaine de morts et plus d'un million et demi de sinistrés. Dans ce pays également Cuba a apporté son aide avec un avion-porteur de 5 tonnes de médicaments destinés aux sinistrés en attendant les instructions des autorités mexicaines quant à l'envergure de l'aide nécessaire. Le responsable de la Direction générale de la protection civile

mexicaine, M. *Paul Miliani* a déclaré : «*Nous remercions le gouvernement de Cuba pour cette aide* ».

Plus récemment, le président Fidel Castro a proposé au président pakistanais l'envoi de 200 médecins (*Brigade Henry Reeve*) pour aider les victimes du tremblement de terre survenu le 8 octobre et qui a provoqué la mort de plus de 50 000 personnes.

En cette fin d'octobre 2005, CUBA a fait face à un nouvel ouragan. L'alerte cyclonique a été décrétée à La Havane et dans les provinces occidentales de l'île à l'approche de *Wilma*, un ouragan 'extrêmement dangereux' de catégorie 5, la force maximale sur l'échelle Saffir-Simpson, déclenchant l'évacuation préventive de dizaines de milliers d'habitants, selon la Défense Civile cubaine. Dans la capitale, plus de 13 000 étudiants internes ont été priés de regagner leurs foyers tandis que dans la province voisine de Pinar Del Rio, la plus occidentale du pays, ce sont plus de 368 000 habitants qui ont dû être évacués des zones proches de la côte en quelques heures, selon un communiqué de la DC.

CUBA nous donne un bon exemple de ce que peut faire un Etat socialiste dans le domaine de la solidarité internationaliste et nous devons déplorer ce que Fidel Castro a rappelé devant les étudiants en médecine cubains à savoir que les dépenses militaires mondiales s'élèvent actuellement à un milliard de dollars, somme comparable uniquement à celle consacrée à la publicité commerciale au niveau mondial.

De telles sommes d'argent seraient plus que suffisantes pour assurer une vie digne aux millions de personnes qui vivent actuellement dans la misère à travers le monde et qui pourraient servir au secours des populations victimes de catastrophes naturelles.

## **Grand Rassemblement Européen de soutien à CUBA socialiste**

**12 novembre 2005 à Paris**

Renseignements : <http://www.centre-ernesto-che-guevara.com/>

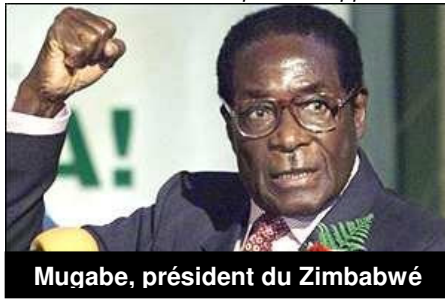
## **Les peuples et les Nations résistent aux manœuvres impérialistes contre l'ONU**

**Les puissances impérialistes tentent depuis plusieurs années d'imposer une «réforme» de l'ONU soi-disant pour la rendre plus efficace.**

La 60<sup>ème</sup> assemblée générale des Nations Unies a été l'objet d'une tentative de réforme réactionnaire. Cette assemblée était initialement réunie pour faire le bilan du sommet du millénaire qui avait fixé des objectifs concrets de luttes contre la pauvreté, la maladie et la misère. *Ricardo Alarcon*, président de l'Assemblée Nationale Cubaine dans son intervention stigmatisé justement cette tentative de coup d'Etat : « *Nous avons été convoqués pour examiner « les*

progrès enregistrés dans l'atteinte des engagements pris dans la Déclaration du Millénaire » (...). On a fait très peu pour les atteindre. On constate même un net recul dans certain cas. (...) Or, nous faisons face à une fraude impardonnable. L'objet de notre réunion a été séquestré au milieu de manipulations tortueuses. Ceux qui se croient les maîtres du monde ne veulent même pas se rappeler ces promesses,

proclamées à grand renfort de fanfares hypocrites. Pis encore, ils tentent de nous imposer une prétendue réforme de l'ONU qui leur permettrait de la dominer totalement et de la convertir en un instrument de leur dictature mondiale »



Mugabe, président du Zimbabwe

Les objectifs des manœuvres impérialistes dirigées par les Etats Unis sont connus et datent de la chute du mur de Berlin : limiter le rôle de l'assemblée générale, s'opposer à l'entrée au Conseil de Sécurité d'un représentant africain, maintenir le privilège du droit de veto au conseil de sécurité, inclure dans les prérogatives des Nations Unies « la guerre préventive » et « la responsabilité de partager », etc.. L'intervention d'Hugo Chavez dans le débat a permis de dénoncer la signification de ces objectifs : « Nous ne permettrons pas qu'une poignée de pays tentent de réinterpréter impunément les principes du Droit International afin d'épauler des doctrines comme la « Guerre préventive ». Quelle menace que cette guerre préventive ! Et aujourd'hui on parle de la « responsabilité de protéger ». Mais il faut se poser la question : qui va nous protéger et comment on va le faire ? (...). A moins de nous protéger les uns des autres, ces concepts sont très dangereux, ils sont marqués du sceau de l'impérialisme, de l'interventionnisme, et ils tentent de légaliser le non-respect de la souveraineté des peuples »

Au nom de l'efficacité, les USA s'opposent à l'élargissement à l'Afrique du Conseil de Sécurité, ils refusent également d'être soumis aux décisions d'un organisme dans lequel siègent des pays « non démocratiques », ils veulent une organisation qui ne les gêne pas dans leurs offensives impérialistes. Face à ces manœuvres, le président Mugabe a justement dénoncé l'absence de légitimité de « ceux qui exigent une réforme » : "N'est-il pas évident que la Grande-Bretagne, sous le régime de Tony Blair, a cessé de respecter la Charte des Nations unies ? Vous aurez remarqué que c'est un des principaux membres d'une coalition anti-Irak illégale qui a lancé une campagne dévastatrice contre ce pays au mépris complet de la Charte" (...) Tout Etat ou groupe d'Etats qui commet une telle agression contre un autre, en la justifiant par des contrevérités flagrantes, se rend assurément coupable de terrorisme d'Etat".

Ces résistances populaires de Cuba, du Venezuela et du Zimbabwe ont été fortement applaudies et approuvées par les représentants de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Hugo Chavez a une nouvelle fois résumé nettement la « réforme » dont les peuples ont besoin. Il a rappelé l'adoption en 1974 par l'assemblée générale de la proposition du président algérien Boumediène : « En 1974, il y a 31 ans, furent adoptés une déclaration et un programme d'action sur le Nouvel Ordre Economique International, ensemble avec un plan d'action de l'Assemblée générale le 14 décembre 1974 : la charte des droits et des devoirs économiques des Etats et qui fut approuvée à une majorité écrasante de 120 votes pour, 6 contre et 10 abstentions - c'était au temps où l'on votait aux Nations Unies car aujourd'hui on ne vote pas, on approuve des documents comme celui-ci, que je dénonce au nom du Venezuela, comme nul, non avenue et illégal car il a été approuvé en violant les normes des Nations Unies »

Depuis longtemps de nombreuses propositions venant des pays pauvres de la planète ont dessiné les contours d'une réforme progressiste de l'ONU : élargissement du conseil de sécurité tant pour les membres permanents que non permanents, représentation plus juste des pays pauvres au sein de ce conseil, élargissement du rôle et du pouvoir de l'Assemblée générale d'une part et du secrétaire général d'autre part ; suppression totale du droit de veto ; etc... L'organisation actuelle des Nations Unies est, en effet, devenue inadéquate depuis la disparition de l'Union Soviétique, celle-ci ne

jouant plus son rôle de contre-poids et de vigilance au sein du conseil de sécurité. Le droit de veto de l'Union Soviétique permettait de stopper de nombreuses offensives impérialistes. Maintenir aujourd'hui ce droit de veto c'est faire de l'ONU le terrain d'affrontements inter-impérialistes d'une part et le terrain des accords entre coquins sur le dos des peuples. Pour conclure donnons une nouvelle fois la parole à Chavez : « Nous pensons qu'il est temps de penser à la création d'une ville internationale en dehors de la souveraineté d'aucun Etat et disposant de la force morale de représenter les Nations du monde. Mais cette cité internationale devra rééquilibrer cinq siècles de déséquilibre (...). Le nouveau siège des Nations Unies doit être dans le Sud »

## Charte de la réconciliation nationale en Algérie

### Une double capitulation de l'Etat algérien vis-à-vis du fascisme intégriste et du capitalisme financier



Bourgeoisie financière et fascistes  
intégristes : les liens du sang



Le 29 septembre dernier, le peuple algérien était appelé à se prononcer par référendum sur une charte de réconciliation nationale, qui prévoit en outre « l'extinction des poursuites à l'encontre de tous les individus qui mettent fin à leur activité armée et non impliqués dans les massacres collectifs, les viols et les attentats à

#### l'explosif dans les lieux publics ».

Elle prévoit par ailleurs la prise en charge par l'Etat des « victimes de la tragédie nationale » allusion faites aux disparus (terroristes compris) et ayants droit. Enfin, elle donne carte blanche au Président pour « prendre toutes les mesures visant à en concrétiser les dispositions ». En détournant l'aspiration légitime du peuple algérien à la paix, cette charte nationale (consultable à l'adresse <http://www.el-mouradia.dz/francais/infos/actualite/archives/chartereconciliati on.htm>) prône l'amnésie, consacre l'impunité et érige la force comme unique moyen de parvenir à ses fins.

#### Une campagne sans débat et à sens unique, une fraude massive.

Menant une campagne à sens unique en faveur de la charte, le Président Bouteflika, soutenu par la majorité des partis politiques, aussi bien les conservateurs (FLN, RND), les islamistes (Hamas, Ennahda), les chefs intégristes (« émirs ») ayant déjà bénéficié de l'impunité dans le cadre de la concorde civile votée en 1999, que les trotskistes (PT de Louisa Hanoune), a une fois encore brillé par son discours ambigu, soufflant le chaud et froid, invectivant et menaçant les uns et récompensant les autres. Face au peu d'intérêt manifesté par les populations, dans chaque ville, les relais locaux n'ont pas hésité à convoquer la population par bus,

réquisitionnant tous les fonctionnaires, parfois aussi des ouvriers !! Le summum a été atteint à Tizi-Ouzou où le stade a été rempli avec un public réquisitionné à partir des 4 départements voisins !!

Les opposants au texte, que ce soit les libéraux ou sociaux démocrates (RCD, FFS, MDS) ou encore communistes (PADS) ainsi qu'un certain nombre d'associations (de jeunes, des victimes du terrorisme, de femmes,...) n'ont pas eu voix au chapitre car ils étaient interdits d'accès dans les médias dit lourds (TV, radios) mais on leur avait aussi interdit l'organisation de débats en salle. Des militants du MDS et du FFS ont même été interpellés et mis sous mandat de dépôt pour collage d'affiches ou distribution de tracts.

Dans ces conditions, le résultat était connu d'avance. Avec 80% de votants et plus de 97% de oui annoncés c'est une insulte de plus faite au peuple algérien. En effet, avec 14 millions de votants et 43 000 bureaux de votes, il aurait fallu que, dans la capitale par exemple, certains bureaux ne désemplissent pas de l'ouverture à la fermeture. Ce qu'aucun observateur n'a pu confirmer, ni même la télévision montrer. Des chiffres plus réalistes parlent d'un taux de participation de l'ordre de 20 à 25 %.

### **La charte consacre l'impunité et la compromission avec le fascisme intégriste.**

Alors qu'au prix de lourds sacrifices, le peuple algérien a su faire face et vaincre militairement les fascistes intégristes, cette charte est, après la loi de concorde civile, une trahison de plus de tous les algériens et algériennes qui au péril de leur vie, se sont battus contre le projet de société fasciste du FIS et de ses satellites.

En dédouanant les chefs politiques de toute responsabilité dans ce qui est la plus atroce manœuvre de destruction de l'édifice républicain qu'ait connu l'Algérie post-indépendante, les tenants de ce texte ramènent de manière volontaire l'Algérie à la situation politique qui prévalait avant 1990 en remettant en selle, même si cela n'est pas dit explicitement, les responsables du parti fasciste. Ainsi en est-il de Anouar Haddam, ancien responsable du FIS ayant trouvé refuge aux USA, commanditaire de l'attentat à la bombe du Bd Amirouche à Alger (38 morts, 256 blessés) le 31 janvier 1995, qui a justifié les assassinats d'intellectuels et de journalistes, et qui va tranquillement rentrer chez lui ce 29 octobre, malgré sa condamnation par contumace, convertie en grâce selon les dispositions de la charte. M. Bouteflika avait même suggéré de l'accueillir avec du lait et des dattes !!

Par ailleurs, la consécration de l'impunité sera totale puisqu'aucune enquête n'est diligentée sur les fortunes amassées lors de ces années sanglantes aussi bien par les groupes intégristes (rackets, braquages, etc.) que par les cercles mafieux proches du pouvoir qui se sont enrichis sur le sang des algériens. Cette alliance objective d'intérêts communs a trouvé en Bouteflika l'artisan de leur projet de dépeçage de l'économie algérienne. Ce processus est facilité par l'inexistence de forces politiques capables de porter les revendications politiques, économiques et sociales du peuple algérien.

### **La charte permet la poursuite du bradage de l'économie nationale.**

En donnant carte blanche à Bouteflika pour ce qui est des dispositions concrètes, l'on s'attend à une révision de la Constitution qui amplifiera le pouvoir présidentiel au détriment du législatif. Dans un contexte où la situation sociale est explosive, avec une érosion constante du pouvoir d'achat des salariés (en dix ans le PIB a doublé, les salaires augmenté de 73 % mais les prix ont été multipliés par 4), où la massification du chômage qui touche principalement les jeunes perdure, où les systèmes de santé et d'éducation qui sont les piliers de tout Etat aspirant à un réel développement ont subi un véritable naufrage, la récente loi des finances (budget prévisionnel 2006) ne laisse aucun doute quant aux intérêts que ce pouvoir sert.

Basé sur un prix de revient du baril de pétrole de 19 \$ (le cours est actuellement de 70 \$, et cela fait plus de 5 ans qu'il est au dessus de 25\$), ce budget augure de la continuité de la rigueur, de la poursuite du démantèlement des services publics, des privatisations forcées (Sonatrach et sous-sol algérien en particulier). Il répond en cela aux injonctions du FMI qui par la bouche d'un de ses représentants, a, au cours d'une conférence de presse tenue à Alger le 17 octobre dernier, conseillé de ne pas augmenter les salaires, d'accélérer les privatisations et d'assurer la convertibilité courante du dinar : En un mot, ne pas faire d'opposition aux prédateurs pour qui l'Algérie reste encore une principale source à assécher. Les pays occidentaux ne s'y sont pas trompés car ils se sont empressés, et en premier lieu la France, à saluer cette consultation « hautement » démocratique (sic le référendum).

### **Que faire ?**

Pourtant le peuple algérien continue de lutter. Il ne se passe pas un jour en Algérie sans qu'une entreprise soit en grève, sans qu'il y ait des émeutes de jeunes, révoltés par la misère qu'ils vivent au quotidien, par l'absence de logements (un déficit de 2 millions d'unités), par l'absence de perspectives professionnelles et familiales. Pour toute réponse, le pouvoir use et abuse de la répression : à l'égard des ouvriers, des enseignants, des jeunes, de la presse (aujourd'hui Mohamed Benchicou, directeur du quotidien *Le Matin* boucle son 500<sup>ème</sup> jour de détention pour avoir écrit un livre intitulé *Bouteflika : une imposture algérienne* et son journal a disparu).

Des solutions peuvent être mises en œuvre immédiatement pour endiguer cette vague de misère et de mal vie, d'autant plus que l'Algérie a accumulé

plus de 50 milliards de \$ de réserves financières (plus de 2 fois la dette extérieure). Cet argent pourrait servir à bâtir une véritable économie de développement, en engageant des grands travaux d'infrastructures, en remettant à niveau un tissu industriel existant mais laissé à l'abandon pour mieux le privatiser, en mettant en place un plan logement susceptible de répondre aux besoins criants de la population, en engageant une politique volontariste dans les domaines de l'éducation et de la santé c'est-à-dire de tracer des perspectives qui permettront à l'Algérie de sortir d'une économie mono-exportatrice (95% des recettes d'exportation proviennent des hydrocarbures) et donc d'être moins dépendante des fluctuations du marché, de sortir des griffes du FMI et de la Banque Mondiale.

D'un point de vue politique, les forces démocratiques ont une réelle responsabilité dans la situation qui prévaut aujourd'hui. Il est indispensable qu'elles dépassent leurs querelles de leadership pour proposer un programme de front populaire à haut contenu social. C'est une étape incontournable si l'on veut renverser le processus de régression économique et sociale qu'ont fait emprunter à l'Algérie ses dirigeants, barycentre des intérêts communs des multinationales, des islamistes, des rentiers de toute sorte et de la bourgeoisie comprador.

## **Libération de Gaza : Une étape nécessaire mais insuffisante pour l'instauration d'un Etat Palestinien viable**



**L'évacuation des colonies de Gaza constitue, sans nul doute, une victoire importante du peuple palestinien.** Ce résultat est à mettre sur le compte de la résistance héroïque de ce peuple face au colonialisme israélien qui n'a pas hésité, tout au long de ces 60 dernières années à utiliser la terreur, les assassinats politiques, la stratégie de la terre brûlée et l'emploi d'un armement surdimensionné pour mettre un terme aux aspirations légitimes des palestiniens. Le coût pour Israël devenait trop élevé comme le disait très justement Amnon Kapeliouk en février 2005 : « *s'ils [les colons de Gaza] monopolisent 40% des terres fertiles et utilisent 50% de l'eau, ils ne pèsent guère face au million et demi de palestiniens qui s'entassent dans la bande. De plus, leur sécurité nécessite des sommes importantes et la mobilisation de nombreux militaires qui paient parfois de leur vie cette tâche ingrate. Dans ces conditions, quitter Gaza n'est pas un sacrifice pour Israël mais plutôt un soulagement* ».

Cependant, le chemin vers l'instauration d'un Etat Palestinien est encore long et semé d'embûches. En effet, le désengagement unilatéral de Gaza, salué par toute la presse et les Etats occidentaux comme un signe de « bonne volonté » de la part du criminel de guerre Sharon, en plus de



redorer le blason d'Israël, cache mal sa volonté de maintenir les colonies de Cisjordanie et de Jérusalem. En effet, alors que 8 000 colons sont évacués de Gaza, 12 000 s'installent dans le même temps en Cisjordanie qui s'ajoutent aux 250 000 colons déjà présents et aux 200 000 israéliens installés dans la partie arabe de Jérusalem. Cette colonisation, soutenue par Bush, est confortée par la construction du « mur de la honte » qui accapare 58% de la Cisjordanie, tout en séparant Jérusalem de la Cisjordanie, les zones d'habitation palestinienne devenant de fait des « bantoustans ». Comme le souligne Ahmed Saadat, leader du FPLP (Front Populaire de Libération de la Palestine) - actuellement dans les geôles palestiniennes à Jéricho, sous surveillance américano-britannique ! « Un Etat qui est divisé en plusieurs bantoustans et séparé par un mur n'est pas un Etat parce qu'il n'a pas de souveraineté et d'indépendance et n'est pas capable de survivre. Ça, c'est le projet de Bush. »

**En face de cela quelle stratégie les palestiniens peuvent-ils mettre en œuvre ?**

La stratégie de la négociation, basée sur la « feuille de route » ou une stratégie basée sur la



lutte ? Ahmed Saadat ajoute en substance : « la feuille de route est un projet de négociation et non de solution à la question palestinienne car elle est essentiellement basée sur la sécurité. Notre alternative se base sur la lutte diplomatique, politique, sur ce que l'Intifada a gagné et sur les résolutions internationales. Ces dernières donnent à notre peuple ses droits à l'autodétermination, à l'indépendance et le droit au retour de tous les réfugiés. Soit on accepte les conditions de Sharon et son plan basé sur le vol et l'expropriation, soit on continue la résistance. Il n'y a pas d'autre choix. »

Cette résistance doit continuer, porté par un front qui regroupe toutes les forces politiques palestiniennes, car, n'en déplaise aux médias occidentaux qui qualifient de terroristes les résistants palestiniens, les victimes de ce conflit sont d'abord les palestiniens et l'agresseur, l'Etat d'Israël.

L'attitude responsable des organisations politiques palestiniennes, et même celles qualifiées en occident d'extrémistes ne laisse aucun doute sur la volonté de ce peuple d'atteindre son objectif. Et Hassan Youcef (porte-parole du Hamas en Cisjordanie de préciser : « nous les palestiniens, nous pensons que la seule solution c'est l'unité contre l'occupation qui veut frapper toute la résistance palestinienne comme Hamas, le Jihad Islamique, le FPLP et les forces qui luttent contre l'occupation. Nous pensons que le FPLP, malgré toutes les divergences idéologiques que nous avons avec eux, est l'organisation la plus crédible et la plus cohérente sur la question des droits du peuple palestinien ».

Ainsi donc, « le retrait de Gaza ne signifie pas pour autant la fin de l'occupation tant que la souveraineté sur le ciel, la terre et la mer n'est pas complète. Seule la voie de la lutte peut permettre le recouvrement des droits nationaux du peuple palestinien : droits nationaux pour construire un Etat Palestinien en Cisjordanie et Gaza ou un Etat national démocratique sur toute la Palestine historique regroupant les arabes et les juifs... » ajoute Ahmed Saadat.

**Ensemble soutenons la lutte légitime du peuple palestinien !**

**La Coordination Communiste se joint à l'ensemble des protestations des communistes de France et d'ailleurs contre la destruction de nos symboles en Russie. Par la poste ou par Internet, envoyons massivement cette lettre à l'ambassadeur russe en France (initiative du Comité Internationaliste de Solidarité de Classe [www.comite-honecker.org](http://www.comite-honecker.org))!**

Monsieur l'ambassadeur,

Vladimir Poutine vient de décider que le mausolée de Lénine serait définitivement fermé le 7 novembre 2005 et que la dépouille mortelle du fondateur de l'Union Soviétique serait extirpée de son tombeau à cette date anniversaire de la Révolution Socialiste d'octobre 1917. Cette attaque contre la mémoire de Lénine et de l'Union soviétique va de pair avec la tentative de substituer à la journée fériée prolétarienne du 7 novembre (anniversaire d'Octobre 1917) une prétendue "journée de la réconciliation" qui sert surtout à réhabiliter l'armée blanche des aristocrates fauteurs de guerre civile et relais de l'intervention impérialiste. Je tiens à vous exprimer toute mon indignation face à cette scandaleuse provocation, dont le seul but est d'humilier les communistes de l'ex-URSS, les révolutionnaires et les progressistes du monde entier, de bafouer la mémoire et la sépulture du plus grand révolutionnaire du 20<sup>ème</sup> siècle, d'entacher d'un goût de défaite la date anniversaire d'Octobre, d'accélérer l'offensive du pouvoir russe contre ce qui subsiste des acquis sociaux de l'URSS à l'heure où les travailleurs russes mesurent de mieux en mieux les acquis perdus de l'époque soviétique. Cette décision, célébrée par toute la réaction occidentale, est un crime contre la nation russe car elle sépare ce pays de ses alliés naturels à l'étranger au moment où l'Europe capitaliste et l'impérialiste US en-cerclent politiquement et militairement la Russie pour s'en partager les richesses. Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de mes sentiments progressistes et internationalistes.



tél: 01.45.04.05.50 fax : 01.45.53.68.56 ou 01 45 04 17 05 /  
E-Mail : [ambrus@wanadoo.fr](mailto:ambrus@wanadoo.fr)  
Ambassade de Russie, 40 boulevard Lannes, 75116 Paris 16

L'IMPERIALISME, STADE SUPREME (ET CONTEMPORAIN) DU CAPITALISME, C'EST LA RECOLONISATION DU BIEN PUBLIC PAR LE CAPITAL FINANCIER, LA REMISE EN CAUSE DE NOS ACQUIS SOCIAUX, LA REPRESSION SYNDICALE, LA PRECARISATION ET LA PAUPERISATION ACCRUES DES TRAVAILLEURS... L'INTENSIFICATION DES LUTTES DE CLASSES !



MERCI, MONSIEUR CADEAUNNEIX

Privatisation d'EDF (De Villepin et Gadonneix)



**SAMEDI 19 NOVEMBRE A 14 HEURES  
30, PARIS**

**GRANDE MANIFESTATION de la  
FEDERATION NATIONALE DES COLLECTIFS POUR  
LA DEFENSE ET LE DEVELOPPEMENT  
DES SERVICES PUBLICS**

*SOYONS-Y NOMBREUX !*

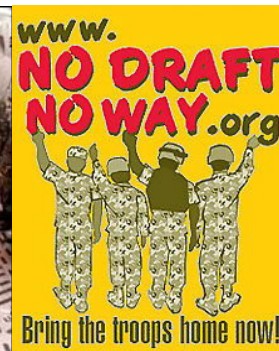
*RENSEIGNEMENTS BUS : CONTACTER-NOUS*

L'IMPERIALISME, STADE SUPREME (ET CONTEMPORAIN) DU CAPITALISME, C'EST LE REPARTAGE DU MONDE PAR LES GRANDES PUISSANCES, LA REMISE EN CAUSE DES INDEPENDANCES DANS LE TIERS MONDE, LA GUERRE, LA PRECARISATION ET LA PAUPERISATION ACCRUES DES « INDIGENES »... L'INTENSIFICATION DES LUTTES DE LIBERATION NATIONALE !

**IL N'Y AVAIT PAS D'ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE! MAIS BUSH A MASSIVEMENT DETRUIT L'IRAK, ASSASSINE SON PEUPLE, ENDEUILLE ET BRISE LES VIES DE MILLIERS DE FOYERS AMERICAINS.**

45% des Irakiens approuvent les attentats suicides contre l'armée US-GB,  
82% sont fortement opposés à l'occupation étrangère,  
Moins de 1% pensent que l'armée d'occupation contribue à la sécurité,  
67% pensent que la situation est pire qu'avant l'intervention US,  
72% n'ont aucune confiance en ces troupes d'occupation.

(Sondage britannique commandé par le ministère de la Défense. Source : *London Telegraph*, 23 octobre 2005)



*Le cap des 2000 GI's tués vient d'être franchi en Irak, le mouvement anti-guerre aux USA se renforce.*

**ABONNEZ-VOUS ! ABONNEZ VOS AMIS !**

*Abonnement 10 euros (6 numéros = 1 an)*

**BP 51, 59007 LILLE CEDEX  
[Coordcommuniste@numericable.fr](mailto:Coordcommuniste@numericable.fr)**

## QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anti-colonialiste, associatif,...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et oeuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

*Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois)... en consultant notre site :*

**<http://coordin.communiste.free.fr>**

**I.P.N.S**